

# Comment financer le développement des pays les plus pauvres de la planète ?

19 novembre 2009 / Auditorium / 16h30

## Jean Michel SEVERINO

Directeur Général de l'Agence Française de Développement (AFD) (France)

## Rajendra SCHENDE

Head of the OzoneAction Programme, UNEP (United Nations Environment Programme), DTIE (France)

## Bienvenu MAZIEZOULA,

Président des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC) (Congo)

Cependant, en 2000, on observe un regain d'intérêt pour le développement des pays pauvres. Et cette fois ci, des thématiques actuelles sont abordées (biodiversité, santé publique, accès à l'eau potable, enjeux climatiques etc.). Le développement prend un tournant international. Une prise de conscience émerge notamment concernant les écarts de richesses qui perturbent l'équilibre global et local (migrations, conflits, problème de l'eau...).

Exemple : c'est entre les rives nord et sud de la Méditerranée que les écarts de richesse sont les plus importants au monde.

De nouveaux objectifs ont été fixés, notamment dans le domaine climatique. Mais il est difficile pour les pays pauvres de les atteindre. Les pays riches devraient donc participer financièrement au règlement des problèmes climatiques, car ce sont eux qui les causent en majeure partie. Il est en effet injuste de faire payer aux pauvres les problèmes que les riches ont causés.

Exemple : des problèmes climatiques importants surviennent au Vietnam, au Bangladesh. Si les pays riches ne font rien, cela pourrait avoir des conséquences sur ces derniers, comme des migrations ou des guerres.

Aujourd'hui, l'aide publique au développement représente 0,3% du PIB des pays riches. C'est très peu comparé aux dettes des Etats (environ 6%). Le

### Jean Michel SEVERINO :

Aujourd'hui, 6,5 milliards d'euros sont utilisés par l'AFD pour le développement des pays les plus pauvres. L'aide publique est beaucoup moins importante qu'auparavant.

Avant 1990, le développement des pays les plus pauvres était une des priorités des Etats. Trois piliers soutenaient ce développement : le nouveau colonialisme, la géopolitique et l'humanitaire.

Après 1990 et la chute du mur de Berlin, les pays riches se désintéressent du développement des pays pauvres. Le nouveau colonialisme étant devenu presque impossible, deux piliers de ce développement s'effondrent et il ne reste plus que le pilier humanitaire.



# Comment financer le développement des pays les plus pauvres de la planète ?

19 novembre 2009 / Auditorium / 16h30

financement est effectué par l'aide publique, par les associations et par les entreprises. Cependant les modes de financement vont changer avec trois sortes d'enjeux. Nous glissons petit à petit d'un impôt national vers un impôt international.

Les exemples nouveaux d'OPCVM dédiés à des projets à impact de développement montrent que le "social business" a bien pris son envol.

## **Rajendra SCHENDE :**

Le protocole de Montréal est la preuve qu'une action commune sur un sujet précis (les CFC ou gaz destructeur de la couche d'ozone) permet d'une part de résoudre un problème environnemental majeur mais aussi de créer des retombées bien plus importantes, souvent créatrices de richesse à long terme.

En effet, le problème de la couche d'ozone et de sa dégradation fut une catastrophe au niveau climatique et au niveau de la santé. Mais afin de solutionner ce problème, les pays ont travaillé ensemble, ils ont coopéré. Grâce à cela, 90% des CFC (gaz responsables de la dégradation de la couche d'ozone) ont disparu et la totalité des CFC est amenée à disparaître. Grâce à cela, la couche d'ozone est aujourd'hui stabilisée.

Aujourd'hui, nous connaissons le même problème pour le CO<sub>2</sub>. Si les Etats ne font rien, nous courrons au désastre. Ce problème n'est pas récent. Il a été abordé depuis 1990. A ce moment, la plupart des pays se sont mis d'accord pour agir. Mais depuis, les choses n'ont pas

beaucoup changé. Le problème des émissions de CO<sub>2</sub> est un vrai « fléau » qui pourrait engendrer une forte mortalité. Aujourd'hui, le pollueur paie. Mais 96% des pays en voie de développement ne peuvent se le permettre car ils ont des économies fragiles. Les pays riches devraient donc être les pionniers.

## **Exemple des réfrigérateurs au Brésil :**

Le gouvernement brésilien a mis en place une politique de remplacement de tous les réfrigérateurs par des réfrigérateurs sans CFC, et donc plus efficaces, qui dépendent moins d'énergie. Il y a donc eu un changement de technologie par du plus efficace et du moins polluant. Si les populations comprennent que ces changements en faveur du climat sont à leur avantage, les prix des équipements vont alors décroître et les choses vont vraiment changer.

**Conclusion :** L'élaboration de règles générales permet aussi aux pays en développement d'accéder à un niveau de richesse supérieur en évitant les dégâts environnementaux que les pays développés ont, eux, provoqué pour y accéder. C'est sur ce point primordial que R. Schende a appuyé son discours : l'idée que l'aide aux pays pauvres permettrait de tirer des bénéfices bien supérieurs aux sommes investies.

## **Bienvenu MAZIEZOULA :**

B. MAZIEZOULA a créé les MUCODEC : Mutuelles Congolaise d'épargne et de crédit, depuis 25 ans. Les



# Comment financer le développement des pays les plus pauvres de la planète ?

19 novembre 2009 / Auditorium / 16h30

MUCODEC apportent au Congo des financements aux populations qui sont rejetées par le système bancaire traditionnel. Il s'agit donc d'une institution financière à part entière qui pratique la microfinance. Elle soutient près de la moitié de la population du pays et sûrement la frange la plus pauvre. Le développement local se fait selon trois axes :

- La sécurisation : les MUCODEC encouragent les populations à épargner, ce qui leur permettra de se développer. Cela permet aussi de se prémunir contre les aléas (climatiques, matériels, humains...)
- La bancarisation : les MUCODEC mettent à disposition de l'argent pour les exclus des services bancaires classiques. C'est une « banque pour tous » et adaptée à chacun.
- La proximité : Des caisses locales sont réparties dans tous le pays (villages, quartiers et villes) permettant aux sociétaires de se l'approprier.

Les MUCODEC ont été créées il y a 25 ans grâce à des partenaires comme le Crédit Mutuel, l'Agence Française de Développement, et la Banque de Développement des Etats d'Afrique Centrale. Elle a su traverser les guerres civiles et se renforce aujourd'hui encore grâce à sa bonne organisation et à la distinction de deux filiales :

- Développement des sociétés civiles immobilisées
- Développement d'une radio, pour la formation et l'information des employés des caisses locales.

**Conclusion** : le développement des pays les plus pauvres peut se faire tout d'abord par une coopération des Etats, où les pays les plus riches devraient être les pionniers, afin de montrer le bon exemple. Le microcrédit est une solution locale très intéressante permettant d'aider les plus pauvres et de leur donner l'accès au financement.